

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

BUREAUX: Rue Nain, 1. Roubaix, Tourcoing. Trois mois. 12 f. Six mois. 24 f. Un an. 48 f.

DIRECTEUR GÉRANT: J. BENOIST. Le Nord de la France. Trois mois. 12 f. Six mois. 24 f. Un an. 48 f.

L'abonnement continue, sauf avis contraire.

On s'abonne et on reçoit les annonces: A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1; A TOURCOING, chez M. Vanverbeck, imprimeur-libraire, Grande-Place; A LILLE, chez M. Béglin, libraire, rue Grande-Chaussée; A PARIS, chez MM. Hayas, Laffitte-Ballier et Cie, place de la Bourse, 8; A TOURNAI, au bureau du journal l'Economiste; A BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

Le numéro est joint un supplément.

ROUBAIX, 9 JUILLET 1870

Il s'est produit hier au Sénat un incident fort grave. M. Bernier a demandé au Gouvernement comment il entendait appliquer l'article de la Constitution qui confère à l'Empereur le droit de déclarer la guerre.

M. Hubert Delisle a aussi demandé au garde des sceaux si c'est le maréchal Prim ou le gouvernement espagnol qui est en cause.

Le gouvernement espagnol vient d'adresser à la commission permanente des Cortes un message où il exprime le désir d'une convocation prochaine de la Chambre.

Les Cortes sont convoquées pour le 20 juillet. Une grande manifestation contre la candidature étrangère doit avoir lieu dimanche à Madrid.

M. Oltway, sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, a déclaré jeudi dernier, dans la Chambre des Communes, qu'il n'avait été reçu au Foreign office, aucun avis de nature à confirmer le bruit d'un massacre de Français et d'Anglais à Pékin.

EDMOND DUVAL.

On lit dans le Moniteur universel: L'hésitation n'est plus permise. Le Gouvernement français se trouve en face du mauvais vouloir évident du maréchal Prim.

LA BASTIDE ROUGE

UNE SOIRÉE A LA BASTIDE.

La Bastide-Rouge s'élevait à l'extrémité de cette vallée boisée et profonde dont nous avons parlé. C'était un grand et vieux bâtiment de forme oblongue, avec deux corps de logis, datant d'époques différentes.

La grande situation du duc de la Victoire, sa dignité personnelle font ombre au maréchal Prim, et depuis qu'il a eu la preuve qu'un grand parti était disposé à élever au trône ce glorieux vétéran des guerres espagnoles, le comte de Reuss n'a pensé qu'à faire un coup d'Etat.

Celui-ci, toujours prêt à chercher des ennemis à la France et qui depuis déjà trois ans sollicite l'Espagne à s'unir à lui, a encouragé les démarches faites auprès du prince de Hohenzollern. Il a poussé le roi à donner son consentement à l'acceptation de la couronne d'Espagne par le prince Léopold.

Le mot d'ordre était si bien donné que tout le monde en Allemagne savait l'histoire du prince de Hohenzollern et son acceptation, excepté les agents diplomatiques français, et l'on habitait les esprits à croire que la France était désintéressée et que nous devions même accueillir avec plaisir un choix aussi heureux.

Le Constitutionnel, passé décidément à l'état de journal semi-officiel, publie aujourd'hui les deux notes suivantes; ce sont les seules lumières qui nous arrivent sur la question hispano-prussienne.

Dans la situation actuelle, nous considérons comme notre devoir de communiquer immédiatement au public les renseignements qui nous parviennent.

Ce qui est certain, dans tous les cas, c'est que la conduite du gouvernement français ne donnera lieu à aucune ambiguïté. Dès qu'il sera convaincu de l'obstination du ministre espagnol, il rompra avec lui toutes relations diplomatiques.

On écrit de Paris à l'Indépendance belge: Voici ce que j'ai à vous apprendre sur l'attitude du gouvernement français dans les affaires d'Espagne.

tout, un caractère sinistre. Elle faisait face à un chemin raboteux, dont une cour mal tenue et une grille de fer la séparait. Par derrière s'étendait un jardin entouré de hautes murailles et dominé par des rochers à pic.

A l'extrémité d'une grande table, sur laquelle était posée la lampe, se tenait M. Linguard, le propriétaire de la Bastide-Rouge, compulsant avec soin de volumineux registres.

mours pour la Belgique, comme l'Angleterre et la Russie l'ont refusé au prince Alfred et au duc de Leuchtenberg pour la Grèce, et comme l'empereur Napoléon III l'a refusé au prince Murat pour Naples.

Nous apprenons que M. l'ambassadeur d'Espagne a reçu ce matin l'ordre de notifier officiellement au gouvernement français l'acceptation par le prince Léopold de Hohenzollern de la couronne d'Espagne, qui lui a été offerte par le général Prim.

Si nous sommes bien informés, c'est à la date du 3 juillet que le maréchal Prim aurait écrit à M. Oltway pour lui annoncer que le prince Léopold était le roi choisi par lui et le Conseil des ministres, et que le prince avait accepté la couronne dans une lettre entièrement écrite de sa main.

Nous parlions hier des explications fort vives échangées entre M. Oltway et M. de Werther. Quelques journaux prêtent à M. le garde des sceaux les paroles suivantes:

On lit dans le Fremdenblatt de Vienne: Le prince Léopold de Hohenzollern que l'ingénieuse imagination du maréchal Prim vient de tirer tout à coup de son obscurité, est un fort honnête homme, mais parfaitement insignifiant, un vrai type de hobereau souabe qui n'a joué dans les événements de 1866 aucune sorte de rôle.

Nous apprenons qu'un attaché du ministère des affaires étrangères est parti hier soir pour Wildlad où se trouve en ce moment M. le comte Benedetti.

La Gazette de la Croix se tait. La Gazette nationale dit bien que le duc de Gramont a pris un ton très haut, mais ajoute que la Prusse devrait observer, à l'égard du choix des Espagnols, la même neutralité dont parle le ministre français par rapport à la Franco-Prusse.

Quant à la Gazette de l'Allemagne du Nord, elle dit qu'elle ne comprend pas bien la déclaration du duc de Gramont; ni le motif qui l'a dicté, et moins encore le mot de guerre prononcé par M. Oltway.

quoique un peu pâles, sa bouche mignonne et mutine formaient un ensemble ravissant. Malgré sa tristesse, son costume, moitié campagnard, moitié citadin, rappelait celui des seigneurs grisettes d'Arles.

M. de Werther ce qu'il savait du projet du maréchal Prim d'élever au trône d'Espagne un membre de la famille du roi de Prusse. L'ambassadeur prussien a répondu qu'il ne savait absolument rien de cette affaire.

M. de Gramont a prié l'ambassadeur de Prusse de dire à S. M. le roi Guillaume, de la part de l'Empereur, toute la surprise pénible que lui ont causée ces négociations secrètes.

A ce moment, M. le garde des sceaux, qui écoutait en silence, a donné la déclaration suivante: Au nom de l'Empereur et de son gouvernement, je vous réponds: Oui, il y a un menace de guerre.

La-dessus on s'est séparé, et M. de Werther est parti le jour même pour la résidence actuelle du roi de Prusse.

La Epoca, contient de longs articles au sujet du choix du prince de Hohenzollern, et sur l'attitude qu'a prise la France en cette circonstance.

Les deux dames, ses commensales, méritaient aussi une mention particulière. La mère, madame Meursanges, était une espèce de comère, aux manières prétentieuses et guindées.

Elisabeth Meursanges, au contraire, était pleine de grâce, de simplicité et de candeur.

Et bien, ma chère madame Meursanges, vous voyez, moi encore occupée du soin de former le cœur et l'esprit de votre fille? C'est d'une bonne mère, et notée Elisabeth doit être bien reconnaissante envers d'excellents conseils que vous inspirez.

un pouvoir souverain qui n'est lié par aucun compromis, sont complètement libres pour adopter la résolution que leur conseil ferait l'honneur et l'intérêt de la nation.

Les journaux continuent à critiquer sévèrement la conduite dangereuse du maréchal Prim à propos de la candidature de Hohenzollern.

On mande d'Éms, en date d'aujourd'hui, que le roi a travaillé cet après-midi avec le baron de Werther, ambassadeur de la Confédération du Nord, à Paris, et avec le conseiller intime de légation M. d'Abeken.

On dit aujourd'hui que le roi a autorisé le prince Léopold à accepter la couronne d'Espagne sans que les ministres aient été consultés.

La déclaration du duc de Gramont et les paroles de M. Oltway disant que l'Europe ne s'oppose pas aux désirs de la France quand elle sait que cette puissance est bien décidée, ont produit beaucoup d'effet.

Quant à la Gazette de l'Allemagne du Nord, elle dit qu'elle ne comprend pas bien la déclaration du duc de Gramont; ni le motif qui l'a dicté, et moins encore le mot de guerre prononcé par M. Oltway.

Elle écoutait sa mère avec une résignation apparente; mais, de temps en temps, elle passait furtivement sa main sur ses yeux pour essuyer les larmes qui tremblaient, comme des gouttes de rosée, à ses longs cils noirs.

Enfin, Linguard ferma ses registres, déposa ses lunettes sur la table, et se renversant dans son fauteuil de cuir, contempla longtemps la jeune fille en silence.

(La suite au prochain numéro.)